

CABINET MAZARS
109 rue Tête d'Or
CS 10363

69451 LYON

SB/ALDC/SM – E240284

Monsieur,

Nous vous prions de trouver ci-joint un exemplaire de nos rapports du Commissariat aux Comptes de l'**ASSOCIATION EDUCATION-SOLIDARITE** pour l'exercice clos le 31 décembre 2023.

Nous vous souhaitons bonne réception de ces documents.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.



Serge BOTTOLI

ASSOCIATION EDUCATION-SOLIDARITE

8, Rue du Chanoine Hess
51050 REIMS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

Aux adhérents,

Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre Assemblée Générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'association Education-Solidarité relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du l'ouverture de l'exercice à la date d'émission de mon rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans la note page 11 de l'annexe des comptes annuels concernant la durée de l'exercice.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Dans le cadre de mon appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, j'ai vérifié le caractère approprié des méthodes comptables ainsi que de leur permanence et je me suis assuré de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément

Vérification des rapports et des autres documents adressés aux adhérents

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les rapports et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

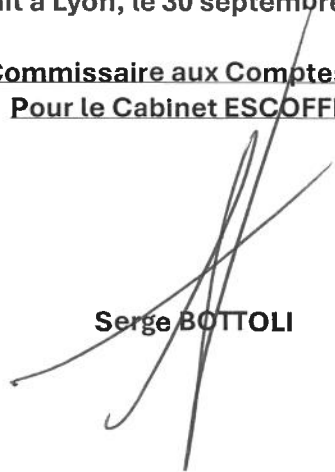
En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Lyon, le 30 septembre 2024

Le Commissaire aux Comptes Inscrit
Pour le Cabinet ESCOFFIER

Serge BOTTOLI



Bilan actif

| | Brut | Amortissement Dépréciation | Net au 31/12/2023 | Net au 30/06/2022 |
|---|---------|-------------------------------|----------------------|----------------------|
| ACTIF IMMOBILISE | | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires | 7 558 | 7 558 | | |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Autres immobilisations corporelles | 14 226 | 12 849 | 1 377 | 2 442 |
| Immobilisations financières | | | | |
| Participations | 15 | | 15 | 15 |
| Autres Immobilisations financières | 300 | | 300 | 300 |
| Total I | 22 099 | 20 407 | 1 692 | 2 757 |
| ACTIF CIRCULANT | | | | |
| Stocks et en-cours | | | | |
| Créances | | | | |
| Créances usagers et comptes rattachés | 16 088 | | 16 088 | |
| Autres créances | 142 000 | | 142 000 | |
| Autres postes de l'actif circulant | | | | |
| Valeurs mobilières de placement | 669 | 668 | 1 | 1 |
| Disponibilités | 51 003 | | 51 003 | 102 088 |
| Total II | 209 760 | 668 | 209 091 | 102 088 |
| TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V) | 231 858 | 21 075 | 210 783 | 104 845 |
| Legs nets à réaliser : | | | | |
| acceptés par les organes statutairements compétents | | | | |
| autorisés par l'organisme de tutelle | | | | |
| Dons en nature restant à vendre : | | | | |

Bilan passif

| | au 31/12/2023 | au 30/06/2022 |
|--|------------------|------------------|
| FONDS PROPRES | | |
| Fonds propres sans droit de reprise | | |
| Fonds propres avec droit de reprise | | |
| Réserves | | |
| Report à nouveau | 74 987 | 154 039 |
| Excédent ou déficit de l'exercice | 94 326 | -79 052 |
| Situation nette (sous-total) | 169 313 | 74 987 |
| Total I | 169 313 | 74 987 |
| FONDS REPORTES ET DEDIES | | |
| | | |
| PROVISIONS | | |
| | | |
| DETTES | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 20 511 | 19 430 |
| Autres dettes | 20 959 | 10 428 |
| Total IV | 41 470 | 29 858 |
| | | |
| TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V) | 210 783 | 104 845 |

| | |
|--|--------|
| (1) Dont à plus d'un an (a) | |
| Dont à moins d'un an (a) | 41 470 |
| (2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque | |
| (3) Dont emprunts participatifs | |
| (a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours | |

Compte de résultat

| | Exercice N 31/12/2023 | Exercice N-1 30/06/2022 |
|---|--------------------------|----------------------------|
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | |
| Ventes de biens et de services | | |
| Ventes de prestations de services | 24 259 | 16 936 |
| Produits de tiers financeurs | | |
| Ressources liées à la générosité du public | 614 245 | 341 298 |
| Dont Dons manuels | 507 582 | 341 298 |
| Dont Legs, donations et assurances-vie | 106 663 | |
| Autres produits | | 1 652 |
| Total I | 638 504 | 359 886 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | | |
| Autres achats et charges externes | 280 905 | 208 542 |
| Aides financières | 265 021 | 229 991 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | | 44 |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations | 1 065 | 735 |
| Autres charges | | |
| Total II | 546 991 | 439 312 |
| 1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II) | 91 513 | -79 426 |
| PRODUITS FINANCIERS | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | 2 813 | 374 |
| Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges | | |
| Total III | 2 814 | 374 |
| CHARGES FINANCIERES | | |
| 2. RESULTAT FINANCIER (III-IV) | 2 814 | 374 |

Compte de résultat

| | Exercice N 31/12/2023 | Exercice N-1 30/06/2022 |
|---|--------------------------|----------------------------|
| 3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV) | 94 326 | -79 052 |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | | |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | | |
| Total des produits (I+III+V) | 641 318 | 360 260 |
| Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII) | 546 991 | 439 312 |
| EXCEDENT OU DEFICIT | 94 326 | -79 052 |

| | | |
|--|---------------|---------------|
| CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | |
| Prestations en nature | 27 000 | 18 000 |
| Total | 27 000 | 18 000 |
| CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | |
| Mises à disposition gratuite de biens | 27 000 | 18 000 |
| Total | 27 000 | 18 000 |

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : EDUCATION SOLIDARITE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 210 783 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 94 326 euros. L'exercice a une durée de 18 mois, recouvrant la période du 01/07/2022 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

AES a été créée pour répondre à un besoin, devenant pressant au début des années 2000, celui d'aider les familles qui voulaient pour leurs enfants une école non soumise aux directives imposées par l'Etat aux établissements scolaires de l'Education Nationale et de l'enseignement privé sous contrat. La croissance rapide du nombre des écoles hors contrat montre à la fois que le besoin était réel et que la situation nouvelle, révélatrice d'une injustice pour les familles concernées, ne pourra pas perdurer sans créer une fracture dans notre société. AES milite donc pour une réforme profonde du système scolaire, tel qu'il existe dans les pays qui ont instauré une authentique « liberté scolaire » pour les familles. Dans ces pays, ce sont des associations à vocation éducative, qui répondent à des besoins locaux de tel ou tel cycle scolaire. Les pouvoirs publics ne répondent au besoin, que s'il n'est pas satisfait par les dites associations. Pour ce qui concerne les frais de scolarité, ils sont évalués de façon concertée et standardisée et versés aux familles, par les pouvoirs publics, sous la forme d'un « chèque scolaire », qui ne peut être utilisé que pour la scolarisation de l'enfant concerné.

AES qui soutient les familles qui ont choisi des écoles, répondant à des exigences non seulement pédagogiques mais également spirituelles et morales, milite donc pour que les parents, quelles que soient leurs convictions profondes, puissent choisir l'école de leurs enfants, pourvu qu'elle respecte le droit commun. AES souhaite pouvoir aider les familles, qui ont choisi la liberté scolaire pour des raisons pédagogiques et éducatives, tant que l'Etat n'aura pas fait cette réforme indispensable, mais continuera à militer pour que cette liberté soit accordée à tous les citoyens, qui respectent le Bien Commun, quelles que soient leurs convictions.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement ANC N° 2018-06 du 5 décembre 2018, relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, fondations et fonds de dotation et à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Règles et méthodes comptables

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Titres de participations et autres titres immobilisés

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition y compris les frais accessoires.

Un amortissement dérogatoire est alors constaté afin de tenir compte de l'amortissement de ces frais accessoires.

La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée en fonction de l'actif net de la filiale, de sa rentabilité et de ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Faits caractéristiques

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

un changement de date de clôture de l'exercice a été effectué. Celle-ci est passée du 30 juin au 31 décembre, cet exercice a donc une durée de 18 mois.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

| | Valeur au début d'exercice | Augmentation | Diminution | Valeur en fin d'exercice |
|--|-------------------------------|--------------|------------|-----------------------------|
| - Frais d'établissement et de développement | | | | |
| - Fonds commercial | | | | |
| - Autres postes d'immobilisations incorporelles | 7 558 | | | 7 558 |
| Immobilisations incorporelles | 7 558 | | | 7 558 |
| - Terrains | | | | |
| - Constructions sur sol propre | | | | |
| - Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| - Installations générales, agencements et aménagements des constructions | | | | |
| - Installations techniques, matériel et outillage industriels | | | | |
| - Installations générales, agencements aménagements divers | | | | |
| - Matériel de transport | 3 550 | | | 3 550 |
| - Matériel de bureau et informatique, mobilier | 10 676 | | | 10 676 |
| - Emballages récupérables et divers | | | | |
| - Immobilisations corporelles en cours | | | | |
| - Avances et acomptes | | | | |
| Immobilisations corporelles | 14 226 | | | 14 226 |
| - Participations évaluées par mise en équivalence | | | | |
| - Autres participations | 15 | | | 15 |
| - Autres titres immobilisés | | | | |
| - Prêts et autres immobilisations financières | 300 | | | 300 |
| Immobilisations financières | 315 | | | 315 |
| ACTIF IMMOBILISE | 22 099 | | | 22 099 |

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

| | Valeur en début d'exercice | Augmentation | Diminutions | Valeur en fin d'exercice |
|--|----------------------------|--------------|-------------|--------------------------|
| - Frais d'établissement et de développement | | | | |
| - Fonds commercial | | | | |
| - Autres postes d'immobilisations incorporelles | 7 558 | | | 7 558 |
| Immobilisations incorporelles | 7 558 | | | 7 558 |
| - Terrains | | | | |
| - Constructions sur sol propre | | | | |
| - Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| - Installations générales, agencements et aménagements des constructions | | | | |
| - Installations techniques, matériel et outillage industriels | | | | |
| - Installations générales, agencements aménagements divers | | | | |
| - Matériel de transport | 1 108 | 1 065 | | 2 173 |
| - Matériel de bureau et informatique, mobilier | 10 676 | | | 10 676 |
| - Emballages récupérables et divers | | | | |
| Immobilisations corporelles | 11 784 | 1 065 | | 12 849 |
| ACTIF IMMOBILISE | 19 342 | 1 065 | | 20 407 |

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 158 388 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

| | Montant brut | Echéances à moins d'un an | Echéances à plus d'un an |
|---|-----------------|------------------------------|-----------------------------|
| Créances de l'actif immobilisé : | 300 | | 300 |
| Autres | 300 | | 300 |
| Créances de l'actif circulant : | 158 088 | 158 088 | |
| Créances Clients et Comptes rattachés | 16 088 | 16 088 | |
| Autres | 142 000 | 142 000 | |
| Total | 158 388 | 158 088 | 300 |

Produits à recevoir

| | Montant |
|------------------------------|---------------|
| CLIENTS - FACTURES A ETABLIR | 16 088 |
| Total | 16 088 |

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 41 470 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

| | Montant brut | Echéances à moins d'un an | Echéances à plus d'un an et à 5 ans au plus | Echéances à plus de 5 ans |
|---|---------------|---------------------------|---|---------------------------|
| Emprunts obligataires convertibles (*) | | | | |
| Autres emprunts obligataires (*) | | | | |
| Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont : | | | | |
| - à 1 an au maximum à l'origine | | | | |
| - à plus de 1 an à l'origine | | | | |
| Emprunts et dettes financières divers (*) (**) | | | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 20 511 | 20 511 | | |
| Dettes fiscales et sociales | | | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | |
| Autres dettes (**) | 20 959 | 20 959 | | |
| Produits constatés d'avance | | | | |
| Total | 41 470 | 41 470 | | |
| (*) Emprunts souscrits en cours d'exercice | | | | |
| (*) Emprunts remboursés sur l'exercice dont : | | | | |
| (**) Dont envers Groupe et associés | | | | |

Charges à payer

| | Montant |
|------------------------------------|---------------|
| FOURNISSEURS - FACT. NON PARVENUES | 20 511 |
| DIVERS - CHARGES A PAYER | 20 959 |
| Total | 41 470 |

Les factures non parvenues concernent des charges à rattacher à l'exercice (Clôture et certification de comptes, services...)

Les "Divers charges à payer" correspondent aux bourses attribuées sur l'exercice et non encore versées à la date de clôture.

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Autres informations

Contributions volontaires

L'Association Education Solidarité a bénéficié de contributions volontaires en nature de 27 000 euros.

Les contributions volontaires correspondent aux locaux mis à disposition gracieusement par le fonds Saint Michel Assistance.

Donations

Les dons manuels s'élèvent à 614 244 € et correspondent à des dons faits par des particuliers

Autres informations

Fonds dédiés

Compte de Résultat par origine et destination

| A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION | Exercice N 31/12/2023 TOTAL | Exercice N Dont générosité du public | Exercice N-1 30/06/2022 TOTAL | Exercice N-1 Dont générosité du public |
|--|---------------------------------------|---|---|---|
| PRODUITS PAR ORIGINE | | | | |
| 1 - Produits liés à la générosité du public | | | | |
| 1.1 Cotisations sans contrepartie | | | | |
| 1.2 Dons, legs et mécénat | | | | |
| - Dons manuels | 507 582 | 507 582 | 341 298 | 341 298 |
| - Legs, donations et assurances-vie | 106 663 | 106 663 | | |
| - Mécénat | | | | |
| 1.3 Autres produits liés à la générosité du public | | | | |
| 2 - Produits non liés à la générosité du public | | | | |
| 2.1 Cotisations avec contrepartie | | | | |
| 2.2 Parrainage des entreprises | | | | |
| 2.3 Contributions financières sans contrepartie | | | | |
| 2.4 Autres produits non liés à la générosité du public | 27 073 | | 18 962 | |
| 3 - Subventions et autres concours publics | | | | |
| 4 - Reprises sur provisions et dépréciations | | | | |
| 5 - Utilisations des fonds dédiés antérieurs | | | | 21 448 |
| Total | 641 318 | 614 245 | 360 260 | 362 746 |
| CHARGES PAR DESTINATION | | | | |
| 1 - Missions sociales | | | | |
| 1.1 Réalisées en France | | | | |
| - Actions réalisées par l'organisme | 265 021 | 265 021 | 229 990 | 229 990 |
| - Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France | | | | |
| 1.2 Réalisées à l'étranger | | | | |
| - Actions réalisées par l'organisme | | | | |
| - Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger | | | | |
| 2 - Frais de recherche de fonds | | | | |
| 2.1 Frais d'appel à la générosité du public | 257 275 | 257 274 | 189 690 | 189 690 |
| 2.2 Frais de recherche d'autres ressources | | | | |
| 3 - Frais de fonctionnement | 23 631 | 23 630 | 18 898 | 18 897 |
| 4 - Dotations aux provisions et dépréciations | 1 065 | 1 065 | 734 | 734 |
| 5 - Impôt sur les bénéfices | | | | |
| 6 - Reports en fonds dédiés de l'exercice | | | | |
| Total | 546 991 | 546 990 | 439 312 | 439 311 |
| Excédent ou Déficit | 94 326 | 67 255 | -79 052 | -76 565 |

Autres informations

| B - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | Exercice N 31/12/2023 | Exercice N | Exercice N-1 30/06/2022 | Exercice N-1 |
|--|--------------------------|---------------------------------|----------------------------|---------------------------------|
| | TOTAL | Dont générosité du public | TOTAL | Dont générosité du public |
| PRODUITS PAR ORIGINE | | | | |
| 1 - Contributions volontaires liées à la générosité du public | | | | |
| Bénévolat | | | | |
| Prestations en nature | | | | |
| Dons en nature | | | | |
| 2 - Contributions volontaires non liées à la générosité du public | | | | |
| Bénévolat | | | | |
| Prestations en nature | 27 000 | | 18 000 | |
| Dons en nature | | | | |
| 3 - Concours public en nature | | | | |
| Prestations en nature | | | | |
| Dons en nature | | | | |
| Total | 27 000 | | 18 000 | |
| CHARGES PAR DESTINATION | | | | |
| 1 - Contributions volontaires aux missions sociales | | | | |
| Réalisées en France | | | | |
| Réalisées à l'étranger | | | | |
| 2 - Contributions volontaires à la recherche de fonds | | | | |
| 3 - Contributions volontaires au fonctionnement | 27 000 | | 18 000 | |
| Total | 27 000 | | 18 000 | |

Autres informations

Compte d'emploi des ressources

| | Exercice N 31/12/2023 | Exercice N-1 30/06/2022 |
|---|--------------------------|----------------------------|
| EMPLOIS PAR DESTINATION | | |
| 1 - Missions sociales | | |
| 1.1 Réalisées en France | | |
| - Actions réalisées par l'organisme | 265 021 | 229 990 |
| - Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant en France | | |
| 1.2. Réalisées à l'étranger | | |
| - Actions réalisées par l'organisme | | |
| - Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant en France | | |
| 2 - Frais de recherche de fonds | | |
| 2.1. Frais d'appel à la générosité du public | 257 274 | 189 690 |
| 2.2. Frais de recherche d'autres ressources | | |
| 3 - Frais de fonctionnement | 23 630 | 18 897 |
| Total des emplois | 545 925 | 438 577 |
| 4 - Dotations aux provisions et dépréciations | 1 065 | 734 |
| 5 - Reports en fonds dédiés de l'exercice | | |
| EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE | 67 255 | |
| Total | 614 245 | 439 311 |
| RESSOURCES PAR ORIGINE | | |
| 1 - Ressources liées à la générosité du public | | |
| 1.1 Cotisations sans contrepartie | | |
| 1.2 Dons, legs et mécénats | | |
| - Dons manuels | 507 582 | 341 298 |
| - Legs, donations et assurances-vie | 106 663 | |
| - Mécénats | | |
| 1.3 Autres ressources liées à la générosité du public | | |
| Total des ressources | 614 245 | 341 298 |
| 2 - Reprises sur provisions et dépréciations | | |
| 3 - Utilisations des fonds dédiés de l'exercice | | 21 448 |
| DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE | | 76 565 |
| Total | 614 245 | 439 311 |

ASSOCIATION EDUCATION-SOLIDARITE

8, Rue du Chanoine Hess
51050 REIMS

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Aux adhérents,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de ceux dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du Code de Commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

CONVENTIONS APPROUVEES AU COURS D'EXERCICES ANTERIEURS

Par ailleurs, nous avons été informé que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par votre conseil d'administration délibérant au cours d'exercices antérieurs, qui se sont poursuivies au cours de l'exercice écoulé.

1 - Remboursement des frais et débours pour AES

Nature de la convention

Conformément à l'article 17 de vos statuts, les fonctions d'administrateur sont gratuites. Toutefois, les frais et débours occasionnés par l'accomplissement de leur mandat peuvent être remboursés sur fourniture de pièces justificatives.

Les tâches administratives et comptables, les relations publiques et la prospection de ressources ont été jusqu'ici assurées bénévolement par un des co-fondateurs, Monsieur Claude MARCHADIER.

Ces tâches occupant plus de 80 % de son activité, les frais et débours de Monsieur MARCHADIER lui sont remboursés sur justificatifs.

Le Conseil d'Administration d'AES a décidé de prendre la totalité de la charge des frais et débours dans ces comptes et ce jusqu'à nouvel ordre.

La taxe d'habitation est payée en intégralité par Monsieur MARCHADIER. Le protocole de répartition des dépenses entre le Fonds SMA et AES stipule que la taxe d'habitation sera payée à parts égales entre AES, SMA et les époux MARCHADIER.

Date d'autorisation

Conseil d'Administration du 10 janvier 2008

Conseil d'Administration du 15 décembre 2012

Personne concernée

Monsieur Claude MARCHADIER – Fondateur de l'association et Président du Conseil d'Administration.

Effets sur les comptes

Au titre de l'exercice, Monsieur Claude MARCHADIER n'a perçu aucun remboursement.

2 - Convention de bail de location

Nature de la convention

Conclusion d'un bail pour la mise à disposition par le fonds de dotation SMA de 60 % des locaux acquis à PARAY LE MONIAL.

Le loyer est fixé à 1 000€ par mois.

Compte tenu du nombre de demande de bourses auxquelles doit faire face AES, le Conseil d'Administration du Fonds de dotation SMA a décidé de dispenser AES du paiement de ce loyer et ce jusqu'à nouvel ordre.

Date d'autorisation

Conseil d'Administration du 25 janvier 2012

Conseil d'Administration du 15 décembre 2012

Personne concernée

Monsieur Claude MARCHADIER – Fondateur de l'association, Président du Conseil d'Administration.

Effets sur les comptes

Cette convention n'a pas eu d'effet sur l'exercice.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Fait à Lyon, le 30 septembre 2024

Le Commissaire aux Comptes Inscrit
Pour le cabinet ESCOFFIER



Serge BOTTOLI